



CTSD - 3 septembre 2021

Déclaration liminaire

M. le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Début d'année scolaire 2021-2022 et clap de fin pour les mesures de la carte scolaire version 2021 point 3 ! Nous avons déjà dit notre scepticisme quant aux mesures prises préalablement, aux moyens accordés à l'Education Nationale par ce gouvernement, aux mesures aberrantes et descendantes que nous avons maintes et maintes fois dénoncées et que nous continuerons de dénoncer... Et puis nous ne pouvons pas dire que nous sommes soutenus par notre ministre qui se mire pour se satisfaire de son dernier relooking !

Nous ne sommes pas d'accord quand une classe ferme ; nous savons que les conditions de travail des collègues et d'apprentissage des élèves sont parfois fragiles et méritent que nous analysions les situations mieux que statistiquement. Nous savons que les inégalités territoriales (souvent rurales / urbaines) mais pas seulement, sont présentes sur notre département et que chaque décision que vous prenez M. le Directeur Académique doit permettre de réduire ces inégalités et re.donner un peu de vitamines aux écoles en hémorragie d'effectifs, un peu de soins aux écoles qui souffrent structurellement, et de prescription forte aux écoles qui accueillent les nombreuses problématiques sociales que notre département rencontre également malgré son image paisible. Les écoles de notre département malheureusement ne peuvent toute bénéficier de ce regard bienveillant que l'UNSA-Éducation revendique. Et pourtant, notre syndicat n'arrive pas à vous en vouloir M. Le Directeur Académique ! Car ce qui pourrait parfois être pris comme un manque de considération de votre part pour les écoles sanctionnées par une fermeture, n'est seulement que la déclinaison locale du mépris de notre ministre et de ce gouvernement pour l'École Publique ! Notre société est malade, et je ne parle évidemment pas de Covid, et méritent bien plus de déférence pour reconstruire une société plus égalitaire. Or le mépris actuel de nos gouvernants envers sa base qui vit des épreuves dures dans leur quotidien est éclaboussant. Nous vivons les décisions politiques comme des injustices, et lorsqu'une classe ferme, c'est une injustice supplémentaire qui est reçue. Et qui contribue à recevoir frontalement ces décisions comme l'expression d'un mépris supplémentaire. Les familles veulent être considérées dans leur quotidien et

veulent le mieux pour leurs enfants. Et ce n'est pas l'expression d'un vulgaire égoïsme mais bien le souhait d'être considéré en tant qu'individu avec les difficultés que chacun rencontre. Nous avons l'impression à l'Unsa Éducation que les grilles d'analyse utilisées par ce ministère sont usées et ne répondent plus aux nouveaux codes sociaux qui structurent notre société. Les réponses apportées sont donc décalées, inadaptées, voire erronées. « Il faut utiliser un langage qui rend sensible et visible ce que vivent les familles pour leur faire sentir que les décisions politiques les considèrent. » disait un invité sur les ondes ce matin même.

Alors quand la décision locale de fermer une classe peut apparaître juste par l'administration, au regard des effectifs, bien plus de signifiants sont envoyés aux territoires et à leurs habitants. Les familles reçoivent ces décisions comme une douche froide. L'amertume est grande et pourtant c'est bien de l'espoir dont ont besoin les familles pour leurs enfants, d'espoir et de perspectives éducatives positives. Ainsi, nous pensons à l'UNSA Éducation que chacune de vos décisions devrait pouvoir répondre à cet espoir et à cette perspective que l'Éducation Nationale doit promettre à chacun des élèves qui fréquentent son école publique, laïque et républicaine.